

CONVOCAATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 20 février 2018
à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **51.628** Projet de loi sur les marchés publics
(doc. parl. 6982)

Retiré de l'ordre du jour

- 2) **51.725** Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant :
1) le Code de procédure pénale
2) le Code pénal
(doc. parl. 7008)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 3) **51.808** Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification :
1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
 2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
 3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
 4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs ;
 5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
 6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
 7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
 8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
 9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et
 10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché
- (doc. parl. 7024)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 4) **51.878** Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification:
1. du Code de la sécurité sociale ;
 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales ;

4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation »;
5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé » ;
6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient ;
7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

(doc. parl. 7056)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 5) 51.930** Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire
(doc. parl. 7075)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 6) 51.937** Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant
- 1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général ;
 - 2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; 2. la création d'un « Centre de Gestion Informatique de l'Éducation » ; 3. l'institution d'un Conseil scientifique ;
 - 3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

(doc. parl. 7076)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 7) 52.021** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

(doc. parl. 7101)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 8) 52.035** Projet de loi modifiant
- 1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés
 - 2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
 - 3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises
 - 4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
 - 5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au Mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

(doc. parl. 7111)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 18 votants*

9) 52.373

Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons ;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

(doc. parl. 7166)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi et proposition de loi

- 1) **51.279** Projet de loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, et modifiant
1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État ;
 4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe ;
 5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
 6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ;
 7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne ;
 8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours
(Amendements parlementaires du 18 décembre 2017 et amendement gouvernemental du 9 janvier 2018)

(doc. parl. 6861)

- 2) **51.437** Projet de loi sur l'archivage et portant modification
- 1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État ;
 - 2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
 - 3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais
(Amendements parlementaires du 12 décembre 2017)

(doc. parl. 6913)

- 3) **51.821** Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant
- 1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ;
 - 2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts ;
 - 3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles
(Amendements parlementaires du 5 janvier 2018)

(doc. parl. 7048)

- 4) 51.913** Projet de loi modifiant :
- le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ;
 - le Code pénal ;
 - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et
 - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- (Amendements gouvernementaux du 17 octobre 2017)*

(doc. parl. 7041)

- 5) 51.915** Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et
- 1) modification :
- du Code pénal ;
 - du Code de procédure pénale ;
 - du Code de la sécurité sociale ;
 - de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich ;
 - de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
 - de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
 - de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « centre hospitalier neuropsychiatrique » ;
 - de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police ;
 - de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;
 - de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois, ainsi que
- 2) abrogation :
- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation ; 2. création d'un service de défense sociale ;
 - de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

(Amendements gouvernementaux du 17 octobre 2017)

(doc. parl. 7042)

- 6) 51.935** Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant :
1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de routes ;
 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

(Amendements parlementaires du 7 décembre 2017)

(doc. parl. 7065)

- 7) 51.936** Projet de loi portant
1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,
 2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,
 3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,
 4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
- (Amendements parlementaires du 18 janvier 2018)*
- (doc. parl. 7072)
- 8) 51.955** Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport
- (doc. parl. 7013)
- 9) 52.156** Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n° 861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n° 1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile
- (Amendements gouvernementaux du 6 octobre 2017)*
- (doc. parl. 7121)
- 10) 52.285** Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et portant modification
1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,
 2. de la loi du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation,
 3. du Code de la sécurité sociale
- (doc. parl. 7154)
- 11) 52.290** Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant :
1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE ;
 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire ;
 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 ;
 4. modification de :
 - a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
 - b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
 - c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
 - d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et de

- e) la loi du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers ; et
5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

(doc. parl. 7157)

- 12) 52.331** Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

(doc. parl. 7176)

- 13) 52.376** Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n° 909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n° 236/2012

(doc. parl. 7165)

- 14) 52.441** Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016

(doc. parl. 7196)

- 15) 52.553** Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

(doc. parl. 7214)

Projets de règlement

- 16) 52.556** Projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de la formation spéciale, de l'examen de fin de formation spéciale et de promotion des fonctionnaires de la rubrique « Administration générale » au sein de l'Armée luxembourgeoise

- 17) 52.559** Projet de règlement grand-ducal modifiant
- 1) l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques,
 - 2) le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points

- 18) 52.600** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain

- 19) 52.622** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'organisation et les matières des examens de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive ainsi que des examens de promotion des différentes catégories de traitement de la Direction de la santé